

Par Hugo Billard, professeur de CPGE à Saint-Michel de Picpus, à Paris.

« Les matières premières dans les stratégies de puissance des États (matières premières agricoles, minières et énergétiques) »

Analyse rapide du sujet

Sujet original pour l'ESCP. Des sujets proches étaient tombés à Ecricome en 2014, et à l'ESSEC en 2008.

Comme souvent à l'ESCP, la formation est claire, et implique une problématique à suivre rigoureusement. Le sujet est clairement géopolitique : il ne s'agit pas d'étudier les matières premières en tant que telles, mais leur inscription dans les stratégies de puissance des États.

La liste des types de matières premières indique non pas une hiérarchie mais un équilibre à trouver entre des productions issues de la terre, du sous-sol et des transformations pour un usage industriel. Les correcteurs seront probablement attentifs aux cas mêlés : les matières premières agricoles énergétiques (par ex. **biocarburants**) et les matières premières minières énergétiques (par ex. **hydrocarbures de schiste**).

L'actualité récente peut orienter utilement l'analyse : l'essor des hydrocarbures de schiste (Amérique du Nord), l'exploitation des **terres rares** (Chine), les transformations des relations entre producteurs et consommateurs (Arabie Saoudite/États-Unis), la dépendance (**économies de rente**), les logiques continentales (Russie/Europe), les **industries alternatives** qui impliquent d'autres matières premières et créent de nouvelles routes ou stratégies (nucléaire, éolien, photovoltaïque).

Apports des documents pour comprendre le sujet

Les documents ne sont pas à utiliser en tant que tels – même si rien n'interdit non plus de les utiliser – mais permettent d'orienter la profondeur historique, les échelles géographiques et les rivalités géopolitiques.

Le doc.1 (part de la Chine dans le total de la production des matières premières minérales en 2015) permet de ne pas oublier le rôle des terres rares dans la stratégie économique et géopolitique chinoise. Le livre de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares* (2018), pouvait être utilement cité.

Le doc.2 (dépendance de la France v/v des minéraux essentiels pour l'industrie) permettait de montrer que la France risque des ruptures d'approvisionnement v/v d'éléments utiles à une industrie classique (nucléaire) comme nouvelles (alternatives), et de ne pas oublier ainsi que sa quête d'énergie alternative ne devait pas faire oublier sa dépendance v/v des pays producteurs d'Afrique subsaharienne et d'Asie (Chine).

Le doc.3 (évolution des cours mondiaux de certaines matières premières) permettait d'inscrire le sujet dans une temporalité (années 1960 à 2015), d'en visualiser et expliquer les cycles (crises), mais permettait aussi par les **métaux** proposés de ne pas oublier les métaux monétaires (or, cuivre, nickel). L'occasion de rappeler que les prix des matières premières sont

le plus souvent fixés dans les **bourses** des Nord (New York, Londres, Chicago).

Le doc.4 (évolution de la production stratégique 2000-2017) est utile pour cibler les États nécessaires sujets (**développés, émergents, rentiers**), et de poser la question du lien entre phases de crise et évolution (ou non) du marché sidérurgique, différenciant ainsi pays développés et émergents (**industrialisation/réindustrialisation**), et ciblant ainsi les États stratégiques en matière minérales.

Le doc.5 (principaux producteurs mondiaux de blé, de maïs et de riz) : seul document concernant directement les matières premières agricoles. Pour ne pas oublier cet aspect majeur du sujet, cibler les pays dépendants du marché mondial (rentiers ou non), les pays producteurs/consommateurs majeurs et ceux qui sont dépendants pour l'une ou l'autre des productions. La faiblesse productive de l'Afrique mais surtout du Moyen-Orient (peu producteur, gros consommateur) est peu marquée par la carte, mais est attendue dans l'explication.

Le doc.6 (nouvelles ressources énergétiques de la Russie) permettait 1) de parler de la dépendance russe vis-à-vis de ses productions énergétiques, 2) d'interroger les aménagements en cours (entreprises), et de dire un mot de l'intérêt des acteurs pour la route arctique, non seulement pour les circulations mais aussi pour la production de matières premières.

Attention ceci dit : les documents ne font que proposer des indications, et n'imposent pas au lecteur une grille de lecture unique à suivre. La profondeur historique remonte aux années 1960, mais parler du pétrole sans dire un mot des Seven Sisters, ne rien dire de l'uranium indispensable au nucléaire, ou ne rien dire de la stratégie russe pour maintenir son influence en Europe grâce au gaz, pourrait sembler étrange. Les documents n'en disent pourtant rien.

Proposition de plan détaillé

Proposition d'introduction

En 1991, lors de son départ du pouvoir, le président zambien Kenneth Kaunda expliquait les difficultés de développement de son pays ainsi : « Nous sommes en partie à blâmer, c'est la faute d'être né avec une cuillère de cuivre dans la bouche ». Mais Kaunda considérait que la faute de l'État, qu'il a dirigé de 1964 à 1991, n'était que partielle : la quête de matières des entreprises étrangères et surtout, au-delà, des États qui les soutenaient, étaient tout autant à blâmer. Face à la Zambie, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, les États-Unis à ce moment-là, et la Chine aujourd'hui, ont inclus dans leurs stratégies diplomatiques, économiques et monétaires, parfois militaires, les territoires et les acteurs des territoires comprenant des matières premières utiles à leur développement et au maintien ou à l'essor de leur puissance. Si Serge Michel et Michel Beuret ont nommé *ChinAfrique*, en 2008, leur étude des relations entre la Chine et les États d'Afrique, les relations Nord/Sud sur le continent américain, entre puissances ex-coloniales et anciens colonisés en Afrique, ou même entre États émergents depuis les années 2000, montrent que les pays développés et émergents ont construit une partie de leurs politiques sur la sécurité de leurs approvisionnements en matières premières, avec pour effets le maintien d'économies de rente ou, parfois, les changements d'alliances stratégiques. Ces stratégies

ont transformé les territoires, les alliances diplomatiques, mais aussi créé des concurrences institutionnelles ou avivé des tensions géopolitiques. *La guerre des métaux rares* (Guillaume Pitron) ou *La géopolitique du blé* (Sébastien Abis) sont des ouvrages dont le cœur montre que le contrôle des productions, des transformations, des circulations, des consommations et des réutilisations et innovation autour des matières premières, sont un des enjeux majeurs des relations entre les États. Ces mouvements se déroulent dans un contexte de remise en question partielle des usages quantitatifs (réchauffement climatique) ou qualitatifs (protection de la biodiversité) des ressources.

Ainsi, les stratégies suivies par les États pour contrôler les matières premières sont-elles des indicateurs de leur force ou de leur fragilité ? Les espaces de production des matières premières sont anciens mais restent convoités, ce qui transforme les rapports de force entre les États producteurs et/ou consommateurs, et fait du contrôle des matières premières un créateur de hiérarchies nouvelles entre les puissances.

I. Les stratégies de puissance des États suivent des logiques anciennes dans lesquelles s'inscrivent le contrôle et les échanges des matières premières

A. Les puissances industrielles cherchent à contrôler les productions et routes des matières premières (Seven Sisters, pacte du Quincy, modèle colonial, routes des métaux monétaires).

B. Les décolonisations maintiennent les hiérarchies (France et franc CFA, stratégies américaines en Amérique du Sud) alors que la guerre froide crée des tensions dans les lieux de production (Zaire métaux de sang).

C. La fixation du prix des matières premières se fait pour l'essentiel dans les Nords (Bourses), ce que les émergents n'ont pas concurrencé (BAII 2015 sur les infrastructures seules), aussi parce que les entreprises des Nords et grands émergents aidés par leurs États sont les plus productives et innovantes (Total France, Cosco Chine, BHP Billiton Australie).

Transition Stratégies de puissance pour étoffer l'industrialisation des États dépendants des matières premières. Mais l'essor de l'industrialisation au monde entier crée des concurrences et des compétitions nouvelles.

II. Le niveau de développement et l'accès à de nouvelles ressources ou de nouvelles techniques transforment les stratégies des États

A. Essor démographique et industrialisation de l'Asie et des émergents créent des dépendances nouvelles vis-à-vis des productions (Corée du Sud besoin de métaux pour son arsenal maritime, circulation des productions de riz), ce qui stimule des nouvelles technologies (OGM).

B. Grands États créent des réseaux de circulations de matières premières normés internationalement (GATT/OMC libre-échange) ou accords spécifiques (accords multifibres). Mais la Chine, par la *Belt and Road Initiative* (BRI) depuis 2012, crée un réseau qui concurrence spectaculairement les réseaux occidentaux plus anciens, notamment en Afrique et en Asie. Des routes anciennes (détroits) ou nouvelles (Océan glacial arctique) deviennent

des lieux de compétition entre les États pour la maîtrise des technologies de circulation, et réactivent les tensions sur le contrôle des mers (Mer de Chine Méridionale). La crise de l'OMC depuis 2012 pousse aux accords bilatéraux plutôt qu'aux accords globaux, ce qui favorise les grands États.

C. Les effets des crises en cours (réindustrialisation) et en devenir (dérèglement climatique) poussent à accentuer des pratiques anciennes ou innover en matière de gestion des matières premières : nouvelles matières transformées (hydrocarbures de schiste au Canada, biocarburants au Brésil), techniques alternatives (éolien, photovoltaïque, nucléaire modèle France et maintenu au Japon malgré Fukushima 2011), mais elles créent ou accentuent des dépendances autres (métaux rares).

Transition La croissance démographique et les innovations créent des rapports de force nouveaux, mais ne modifient pas les besoins des sociétés vis-à-vis des matières premières donc les stratégies des États s'en ressentent.

III. Ces transformations provoquent un degré de dépendance v/v des matières premières, dépendance qui crée entre les États de nouvelles hiérarchies

A. Dépendance faible et stratégies offensives. Des États ont d'immenses besoins, de grandes ressources, innover, mais ont besoin de productions extérieures et coopèrent à l'échelle mondiale et continentale ou s'affrontent (États-Unis, Chine, Union européenne).

B. Dépendance conditionnelle et stratégies offensives. Des États ont des besoins nouveaux, des ressources importantes mais incomplètes, sont ouverts aux investissements extérieurs et coopèrent à l'échelle continentale (émergents BRICS, Lions africains, Turquie, Inde, Indonésie, Vietnam, Australie).

C. Dépendance forte et stratégies défensives. Des États ont des besoins nouveaux, des ressources incomplètes, un niveau de développement rentier, s'ouvrent aux innovations, et vivent parfois difficilement, à leurs frontières ou à l'intérieur, les difficultés d'accès aux matières premières. Par exemple les pays producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite (projet Neom), la Russie (besoin d'IDE), le Venezuela, le Soudan, ou de matières agricoles (Ukraine).

Proposition de conclusion

Lorsqu'en 1945 le roi Ibn Seoud et le président Roosevelt ont conclu le pacte du Quincy, il s'agissait d'assurer un approvisionnement énergétique conséquent aux États-Unis et à leurs alliés alors que les productions moyen-orientales étaient entre les mains des Britanniques et des Français. En 2019, l'extension de la « Belt and Road Initiative » chinoise à la Russie, à l'Europe, à l'Afrique et au Panama, montre la volonté de Pékin de contrôler un approvisionnement permanent pour son industrie « usine du monde ». En 70 ans, les stratégies des États ont, sur le fond, peu varié : contrôle des productions, contrôle des routes, contrôle des innovations pour des usages en mutations. Mais ces stratégies ont créé des rivalités nouvelles entre les

grands (Chine/États-Unis), les puissances normatives (Union européenne), innovantes (Japon, Corée du Sud) ou rentières (Arabie Saoudite/Iran). La question de leur force ou de leur faiblesse ne dépend plus seulement de leur capacité à faire produire et à faire circuler, mais aussi de leur capacité à imposer leurs normes de production et d'usage, créant entre les États des concurrences commerciales et normatives qui peuvent bloquer les institutions internationales ou contribuer à la création de zones économiques nouvelles. La sécurité des approvisionnements implique une sécurité de production que le dérèglement climatique tend à menacer : peut-être est-ce ainsi que l'on peut expliquer que concurrence et compétition s'apaisent un peu au profit d'une encore médiocre coopération normative internationale en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La survie des modèles économiques et politiques des États concernés fait aujourd'hui du contrôle des matières premières des questions globales.

Attendus pour le croquis

Sur la forme

- Propreté + clarté + hiérarchie des figurés
- Titre qui ne soit pas une simple reprise du sujet avec un point d'interrogation : il s'agit de problématiser.
- Légende structurée en 8 à 12/15 figurés. Au-delà, le risque est fort d'être illisible.

Sur le fond

- Risque 1 : construire une légende qui soit un copier/coller du plan de la dissertation, ce qui peut parfois fonctionner mais souvent produit des légendes dont les parties sont disproportionnées.
- Risque 2 : oublier les routes Sud/Sud de circulation des matières premières, au profit de la seule visibilité Sud/Nord, alors que le cas chinois montre justement que ces routes sont multiples.
- Risque 3 : vouloir indiquer toutes les sources de toutes les matières premières.